

Section 5 - Règles d'occupation et de riveraineté des voies publiques

Sur le domaine public communal et sur les voies ouvertes à la circulation publique ou en surplomb de ceux-ci, tous travaux, dépôt ou installation temporaire à caractère commercial, sportif ou culturel, tout raccordement à la voirie (accès, entrée charretière), toute intervention sur les ouvrages séparatifs permanents ou temporaires est soumis à autorisation municipale préalable.

Cette procédure est indépendante des procédures d'urbanisme auxquelles elle ne peut se substituer. Pour les travaux exécutés sur une propriété faisant partie d'un lotissement, toute autorisation est subordonnée aux clauses et conditions du cahier des charges du lotissement.

Article 37 - Les autorisations de voirie pour travaux

37-1 - Demande

Toute demande d'autorisation doit être adressée au Maire de la Ville de BESANCON avec l'imprimé « Demande d'Intervention sur le Domaine Public annexe 1-1 ». Elle doit indiquer :

- la nature des travaux ou de l'occupation,
- le lieu d'implantation souhaité,
- l'emprise projetée,
- la durée envisagée des installations provisoires,
- la référence de l'autorisation d'urbanisme le cas échéant,
- la description du projet de palissade, lorsqu'une telle installation est projetée en secteur sauvegardé.

Elle doit être accompagnée d'un plan masse à l'échelle du 1/100^{ème} ou 1/200^{ème}

37-2 - Durée de validité de l'autorisation

Le demandeur devra se pourvoir d'une nouvelle autorisation s'il n'a pas exécuté ses travaux dans le délai d'un an.

Le Maire se réserve la faculté d'interdire toute occupation du domaine public ou des voies ouvertes à la circulation publique pour des motifs d'ordre public ou de sécurité ou à l'occasion de manifestations autorisées. Cette interdiction ne donnera lieu à aucun versement d'indemnité.

37-3 - Responsabilités et recours

Le demandeur bénéficie de l'autorisation sous sa propre responsabilité au regard des lois et règlements en vigueur.

En particulier, le demandeur sera responsable des accidents ou dommages pouvant résulter du fait de son occupation du domaine public, de l'exécution de ses travaux, de l'existence et du mauvais fonctionnement ou de la mauvaise utilisation de ses ouvrages ou du matériel utilisé. Les détériorations du domaine public qui seraient constatées seront réparées aux frais du demandeur, sous le contrôle des agents des services municipaux aux conditions de l'article 47.

En outre, il ne pourra exercer aucun recours contre la collectivité, à la suite de dommages occasionnés à ses matériels ou ouvrages dans le cadre de l'autorisation.

37-4 - Droits et Taxes

Chaque autorisation donne lieu au versement d'une redevance conformément à l'article 47.4. Les autorisations sont délivrées sous réserve des droits des tiers, sans garantie de la ville, qui ne pourra être tenue pour responsable des préjudices qui pourraient subvenir à la suite de la présence de dépôts, installations ou ouvrages du demandeur.

37- 5 - Constat des lieux

Préalablement à tous les travaux, le propriétaire, le demandeur ou l'entreprise peut demander l'établissement d'un constat contradictoire des lieux. A défaut, les lieux sont réputés en bon état d'entretien et aucune contestation ne sera admise par la suite.

Article 38 - Les autres autorisations d'occupation du domaine public

Les occupations d'un emplacement sur le domaine public pour une durée déterminée sans modification de l'assiette du domaine public sont autorisées dans les cas ci-dessous moyennant le paiement de redevances. Elles font l'objet de tarifs fixés par délibération du Conseil Municipal.

38-1 - Terrasses et étalages

Les dispositions concernant les terrasses et étalages sont régies par le Règlement des terrasses et des étalages installés sur les voies publiques en vigueur (CAD.239 du 16 juillet 2004).

38-2 - Panneaux divers

Les dispositions concernant les panneaux, tableaux réclames, stop piétons et portes menus installés sur les voies publiques sont régis par le Règlement des panneaux en vigueur (CAD.328 du 6 décembre 2004).

38.3 - Véhicules-ateliers et engins de chantier

Les autorisations de stationnement temporaire de véhicules « ateliers » (camion nacelle, camion grue, véhicule utilitaire d'artisan, etc...) sur l'espace public en dehors des emplacements réservés sont délivrées par la police municipale

38-4 - Publicité

Les dispositions concernant la publicité, les enseignes et pré-enseignes sont régies par les arrêtés municipaux en vigueur ; du 3 janvier 1983 pour la zone de publicité restreinte du site inscrit et du secteur sauvegardé de Besançon ; du 16 décembre 1986 pour les autres zones de publicité restreinte du territoire communal.

38-5 - Occupations diverses

Aucune occupation temporaire de l'espace public ne peut être réalisée sans autorisation préalable instruite par le service gestionnaire de la voirie ; sont notamment concernés les échafaudages, dépôts de bois, bennes ou matériaux indispensables à l'exécution de travaux.

Article 39 - Travaux et immeubles en limite du domaine public

Toute autorisation de travaux affectant la limite entre domaine public et propriété privée fera l'objet d'une demande d'alignement et de points de hauteur à la Direction Plan et Informations Géographiques, notamment pour les clôtures. Les points d'alignements devront être rigoureusement respectés.

Si le terrain est frappé d'alignement, l'autorisation ne peut être accordée qu'à titre précaire et révocable. Le demandeur ne pourra prétendre à aucune indemnité, lors de la réalisation de l'alignement.

Pour les immeubles riverains, les saillies autorisées, notamment dans le cas de travaux d'amélioration de la performance énergétique, ne doivent pas excéder les dimensions définies dans le PLU article 6, et en tout état de cause préserver la largeur minimale de trottoir de 1,40 mètre requise pour l'accessibilité des personnes à mobilité réduite.

Article 40 - Dispositions concernant les accès

L'accès est un droit de riveraineté soumis à autorisation s'il affecte le domaine public routier. Les dispositions et dimensions des ouvrages destinés à établir la communication entre la route et les propriétés riveraines doivent toujours être établies de manière à ne pas déformer le profil normal de la route et ne pas gêner l'écoulement des eaux. L'accès doit être revêtu ou stabilisé sur une longueur suffisante pour éviter la détérioration de la chaussée et être conforme aux normes en vigueur. Tous travaux du fait de l'accès sont à la charge du demandeur, y compris sur le domaine public.

40-1 - accès riverains et entrée charretière

Un seul accès au domaine public est autorisé pour les véhicules, par propriété riveraine ou identité foncière. Il doit répondre aux normes et conditions de sécurité des usagers de la voie publique et peut ne pas être autorisé s'il présente un risque, notamment dans la zone de dégagement de visibilité d'un carrefour ou d'un virage.

L'entrée charretière ne donne en aucun cas le droit de faire stationner les véhicules sur cet emplacement. Le cas échéant, le stationnement peut s'effectuer sur la chaussée si les conditions réglementaires l'autorisent.

La longueur maximum de l'aménagement du trottoir, du talus ou de la clôture est de 6 mètres pour les collectifs et activités, de 4 m pour les pavillons.

Par dérogation et à titre exceptionnel, un deuxième accès pourra être aménagé pour les installations collectives de plus de deux garages ou parkings, à condition que les deux accès soient distants de 20 mètres.

Dans le cas d'un trottoir avec bordures en limite de chaussée, l'abaissement à 0,02 mètre sera réalisé sur 2 mètres avec des bordures et matériaux correspondants à l'environnement. Ceux-ci pourront être imposés par les services techniques municipaux. La réalisation devra être conforme au cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés de travaux publics et aux normes en vigueur, notamment concernant l'accessibilité des personnes à mobilité réduite. Le bon écoulement des eaux pluviales sera respecté.

40-2 - Présence d'ouvrages

Si un ouvrage présente une gêne à la création de l'accès, le demandeur devra soit déplacer ou modifier à ses frais conformément aux instructions qui lui seront données par le service gestionnaire compétent, soit déplacer la position de l'accès.

La Ville se réserve la possibilité, après information des propriétaires concernés, d'établir des supports et ancrages pour les équipements d'éclairage public ou de signalisation et, s'il y a lieu, pour les réseaux s'y rapportant.

40-3 - Ecoulement des eaux de ruissellement

Les eaux de ruissellement de la propriété, de même que les matériaux constituant le sol de l'accès, ne devront en aucun cas se répandre sur le domaine public.

Article 41 - Dispositions concernant les piliers, portails et clôtures

41-1 - Piliers

La création de piliers en bordure du domaine public est autorisée sous réserve que la hauteur soit égale ou inférieure à 2 mètres et que le dépassement sur le domaine public soit au maximum de 0,05 mètre.

Des dérogations peuvent être accordées pour la réparation à leur hauteur primitive de piliers à reconstruire et pour les piliers ne dépassant pas de plus de 0.20 mètre la hauteur d'une clôture existante.

41-2 - Portails

L'aménagement d'un portail en limite de propriété peut être autorisé dans la mesure où les vantaux ne se développent pas sur le domaine public.

La pose d'un portail en retrait de l'alignement peut être autorisée sous réserve que l'aménagement de la partie comprise entre l'alignement et ce portail reçoive l'accord technique du service gestionnaire de la voirie et que la limite de la propriété soit matérialisée au sol.

41-3 - Clôtures

Un ouvrage non maçonné et dépourvu de fondations placé en limite de propriété est considéré comme une clôture provisoire. Une clôture provisoire ou temporaire peut être constituée par un grillage fixé sur des piquets de fer ou de bois plantés dans le sol.

Les haies vives, les clôtures électriques ou en ronces artificielles ne peuvent être mises en place qu'à plus de 0,50 mètre en arrière de l'alignement.

La hauteur d'une clôture ne peut excéder 2 mètres, sous réserve des dispositions du règlement du Plan Local d'Urbanisme en vigueur.

Article 42 - Propreté des voies et des espaces publics

Le nettoyage des chaussées des voies publiques est assuré par les services municipaux. Le nettoyage des espaces publics piétonniers et de certains trottoirs est assuré par les services municipaux dans les conditions fixées par le plan de propreté et par le plan de déneigement de la ville. Les autres espaces sont nettoyés dans les conditions ci-dessous :

42-1 - Propreté et déneigement des trottoirs

Les riverains des voies publiques quels qu'ils soient (propriétaires ou occupants, personnes physiques ou morales, administrations civiles ou militaires) sont tenus de balayer le trottoir chaque jour avant 9 H 30, sur toute sa largeur ou sur au moins deux mètres, dans la partie longeant la propriété.

Les produits de ce balayage devront être ramassés.

Les eaux usées de toutes natures même celles provenant du lavage des cours doivent obligatoirement s'écouler à l'intérieur des propriétés.

En cas de chute de neige, les riverains visés précédemment sont tenus de dégager au plus tôt le trottoir devant leur immeuble sur toute sa largeur ou sur au moins deux mètres. En aucun cas la neige et la glace ne doivent être jetées sur la chaussée. Il en est de même pour la neige tombée des toitures.

En cas de verglas et pour prévenir tout accident, les riverains visés précédemment sont tenus de répandre au plus tôt du sable ou des cendres, sciures de bois.

Il est interdit de répandre du sel sur les revêtements des trottoirs en béton, en pavés, en pierre naturelle ou en asphalte afin de ne pas les détériorer.

Les propriétaires, seuls responsables vis à vis de l'administration communale, pourront effectuer ce nettoyage soit eux mêmes, soit par l'intermédiaire de leur préposé locataire notamment lorsqu'ils n'habitent pas leur immeuble.

Les propriétaires des immeubles riverains du domaine public sont personnellement responsables de tout accident dû à la non observation des prescriptions de cet article, la ville engagera à leur encontre toute action récursoire nécessaire si sa propre responsabilité était recherchée.

42-2 - Souillures dues aux engins spéciaux

Il est interdit de souiller les voies ouvertes à la circulation publique avec des engins agricoles, de terrassement, des engins militaires ou spéciaux. Ces véhicules devront être nettoyés avant de s'engager sur la chaussée.

Tout dispositif sera pris pour éviter l'endommagement des revêtements des chaussées.

L'auteur d'une souillure anormale du domaine public doit immédiatement et sans sommation procéder au nettoyage de la partie souillée. En cas de non observation de cette prescription, l'administration fera effectuer le nettoyage aux frais de l'auteur, aux conditions définies à l'article 47.

42-3 - Tags et affichage sauvage

Sauf autorisation expresse écrite, la pose d'affiches et de documents de tout type, les tags ou graffitis sont interdits sur les bâtiments communaux ou sur le mobilier urbain.

Tout affichage, tag ou graffiti non autorisé peut faire l'objet d'un enlèvement par les services municipaux, aux frais du contrevenant s'il est identifié.

Article 43 - Caractéristiques des voies pour leur intégration dans le domaine public communal

43 - 1 - Voies nouvelles

Les caractéristiques des voies susceptibles d'être intégrées dans le domaine public communal devront répondre aux prescriptions définies à l'annexe 5.

43 - 2 - Voies existantes

L'intégration dans le domaine public des voies existantes fera l'objet d'une étude au cas par cas. Pour être classées dans le domaine public, les voies existantes devront répondre aux caractéristiques principales définies à l'annexe 5 ; seules les adaptations mineures seront tolérées.

ANNEXE 1 – 1 DEMANDE D'INTERVENTION SUR LE DOMAINE PUBLIC ROUTIER

Annexe n° 1

DEMANDE D'INTERVENTION SUR LE DOMAINE PUBLIC



COORDONNES DU DECLARANT*	ADRESSE POSTALE DU DECLARANT
Téléphone ☎	
Télécopie :	
e.mail :	
N° siret ou n° registre du commerce :	
Interlocuteur Nom :	ADRESSE DE FACTURATION ☐ le déclarant ☐ le maître d'ouvrage ☐ le maître d'œuvre
Prénom :	

TRAVAUX A REALISER	
NOTA : donnez le plus de précisions possibles * renseignements obligatoires	
LOCALISATION* : n° et nom de la voie:	
Pour travaux programmables, numéro de l'accord technique :	
NATURE DES TRAVAUX* : ☐ fouille..... ml ☐ autre :	
☐ accès véhicule ☐ clôture/portail	
Description sommaire :	
Incidence sur : circulation ☐ oui ☐ non stationnement ☐ oui ☐ non	
MOYENS UTILISES : ☐ brise-roches ☐ engins vibrants ☐ fusées ou ogives ☐ explosifs	
Plans joints à la DICT ☐ situation, éch. 1/1000* ☐ masse, éch. 1/200* ☐ coupe	
PERIODE DE TRAVAUX	ARRETE DE VOIRIE DEMANDE : minimum 15 jours avant la date de début souhaitée DU : AU :
OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC	
☐ emprise de chantier m² ☐ échafaudage m² ☐ benne m² ☐ parking payant m² ☐ parking non payant m² ☐ ligne aérienne m ☐ camion nacelle m² ☐ camion grue m² ☐ curage de fossés ☐ carottage	

RAVALEMENT DE FACADE : indiquez la surface de façade ravalée à l'aplomb du domaine public : m²

NOTA : Les surfaces ci-dessus sont exprimées en m² de surface au sol occupée

Contactez impérativement le Service Gestion du Domaine Public avec l'installation

* MAITRE D'OUVRAGE
Nom, adresse
Téléphone :
Télécopie :

* MAITRE D'ŒUVRE
Nom, adresse
Téléphone :
Télécopie :

ANNEXE 5 - VOIES INTEGRABLES DANS LE DOMAINE PUBLIC

Pour être classées dans le domaine public, les voies privées existantes ou à créer doivent répondre à des caractéristiques techniques définies ci-dessous mais également présenter un intérêt public tel que leur contribution :

- aux déplacements, par le maillage de voies ou l'extension du réseau doux (piétons, vélos)
- au développement urbain, par le désenclavement de zones à urbaniser
- à la vie sociale du quartier, notamment par des équipements de loisirs, espaces verts, de jeux

A – Caractéristiques générales

Les caractéristiques générales de la voie doivent être en cohérence avec les dispositions réglementaires correspondantes du Plan Local d'Urbanisme en vigueur.

Les voies doivent être aménagées dans les règles de l'art. L'ensemble de l'espace public devra respecter les règles d'accessibilité (en application de la Loi Handicap du 11 Février 2005 qui prévoit la mise en accessibilité de la chaîne de déplacement, règles définies par les décrets 2006-1657, 2006-1658 et leur arrêté d'application du 15 janvier 2007).

Tout cheminement doux (piétons, vélos) doit comporter 3 mètres d'emprise minimum entre alignements. Les caractéristiques seront examinées au cas par cas.

Toute voie de circulation motorisée doit comporter 6 mètres d'emprise minimum entre alignements pour la chaussée et ses dépendances.

La voie devra disposer d'au moins un trottoir de 1.40 mètres minimum dénué d'obstacles, ou être traitée en zone de rencontre par des aménagements spécifiques et qualitatifs.

Dans le cas d'une impasse, l'extrémité non débouchante est équipée d'un espace permettant le retournement des véhicules inscrit dans un cercle minimum de 21 à 24 mètres. Le stationnement sera interdit sur l'aire de retournement par un arrêté et une signalisation conforme.

Tous les éléments de raccordement, branchement et compactage sont situés en retrait de l'alignement.

Le contrôle des travaux de génie civil et VRD est assuré par les services concernés de la ville de BESANCON

Les plans de récolement de l'ensemble des réseaux et travaux réalisés seront fournis, avant toute réception des travaux, à l'échelle 1/200 et sous forme de fichiers informatiques géo référencés en trois dimensions en RGF 93 et avec toute la précision souhaitée dans un format informatique compatible avec le Système d'Informations Géographiques de la Ville de Besançon.

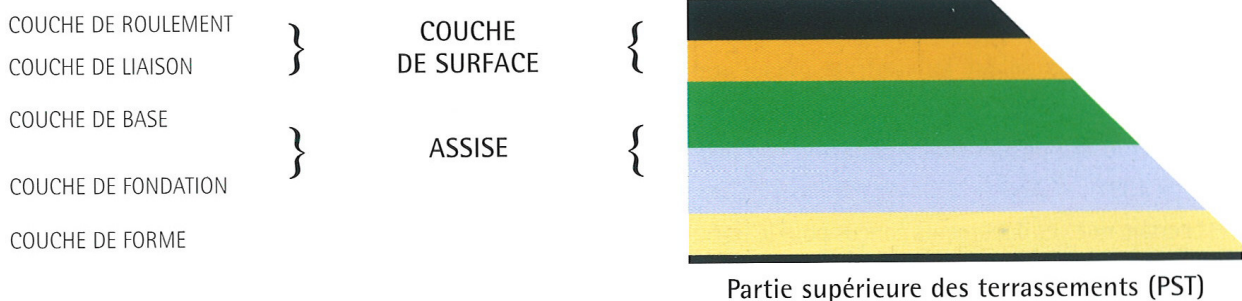
B – Chaussée et dépendances

B1 - Dimensionnement des chaussées

Toute chaussée doit faire l'objet d'un dimensionnement dont une synthèse, sous forme de coupe-type, est soumise à validation par les services techniques de la ville, avant toute autorisation et démarrage du chantier.

Cette coupe-type doit faire apparaître les types de matériaux ainsi que leur épaisseur, la classe de portance de la plate-forme support

Constitution d'une chaussée



Le dimensionnement mécanique de la chaussée est établi à partir des règles fixées par le SETRA/LCPC : Guide technique – conception et dimensionnement des structures de chaussée, édition 1994 ; guide technique - Réalisation des remblais et couches de forme, fascicules I et II, édition 1992, ainsi que le CERTU : Dimensionnement des structures des chaussées urbaines, édition 2000

HYPOTHESES DE CALCUL IMPOSEES

Classe de trafic : en fonction de la composition du trafic en véhicules lourds, trafic faible, moins de 190PL/Jour/Voie, classe T5 à T3, trafic moyen ou fort, classe T2 à T0 ; se rapprocher des services techniques de la ville.

Durée de service : 20 ans

Risque de calcul : classe de trafic T5 à T3 : 25 %, T2 à T0 : 5%

Classe de portance minimale de la plate forme support : PF2, soit des valeurs d'essais à la plaque de Ev2 supérieures ou égales à 50 MPa et Ev2/Ev1 inférieures ou égales à 2.

PLATE-FORME SUPPORT (PST + Couche de Forme)

Avant tout terrassement, le sol support doit être décapé de la terre végétale

Les matériaux utilisés pour la couche de forme doivent être insensibles à l'eau et conformes à la norme XP P18-540 Granulats. Définition, conformité, spécifications.

ASSISE

Les travaux devront respecter les prescriptions des fascicules 23 et 25 du CCTG

Les matériaux généralement employés sont

GNT (0/20 ou 0/31.5 selon norme NF P 98129),

GRH (0/20 selon NF P 98115),

grave-ciment (0/20 + ciment CPA 32.5 dosage 3 à 4 % N FP 98116),

grave bitume (classe 2 et 3 en 0/14 ou 0/20 selon NF P 98138) à noter qu'il est proscrit l'emploi de GB de classe 1,

EME (de classe 2 en 0/10,0/14 ou 0/20 selon NF P 98140).

Tout autre matériau fera l'objet d'un agrément par les services de la ville.

REVETEMENTS

Enrobés :

Les travaux devront respecter les prescriptions des fascicules 23, 24, 26 et 27 du CCTG

Bétons Bitumineux généralement employés : épaisseur minimale de 6 cm

Type d'enrobés	Couche de chaussée	Norme de référence	Granulométrie	Liant
Béton Bitumineux à Module Elevé	Liaison et Roulement	NFP 98141	0/10 ou 0/14	Bitume dur (10/20, 15/25,...) ou modifié
Béton Bitumineux Semi Grenu	Roulement	NFP 98130	0/10 ou 0/14	Bitume pur (40/50, 80/100,...) ou modifié
Béton Bitumineux chaussée souple trafic faible	Roulement	NFP 98136	0/10 ou 0/14	Bitume pur (60/70, 180/220,...) ou modifié
Béton Bitumineux Mince	Roulement	NFP 98132	0/10 ou 0/14	Bitume pur (40/50, 80/100,...) ou modifié
Béton Bitumineux très Mince	Roulement	NFP 98137	0/10 ou 0/6	Bitume pur ou modifié

Tout autre matériau que les enrobés devra être agréé par les services techniques de la ville de BESANCON

Pavés :

Les travaux devront respecter les prescriptions du fascicule 29 du CCTG.

Une étude spécifique devra être menée pour le dimensionnement par zone selon les circulations de véhicules, à faire valider par les services techniques de la ville

Les matériaux (pavés, joints) devront être agréés par les services techniques de la ville

Béton :

Les travaux devront respecter les prescriptions du fascicule 29 du CCTG.

Le dimensionnement devra suivre les règles du guide de conception et de dimensionnement des voies en béton de CIMBETON, édition 2003

Les bétons coulés devront répondre aux normes NF EN 206-1, 197-1, 934-2 et 1008.

B2 - Zone de stationnement aménagé sur voirie

Couche de fondation d'une épaisseur de 25cm minimum de grave non traité 0/31.5 ou 0/20.

Couche d'accrochage réalisée par émulsion de bitume acide à 60% à raison de 1.5kg/m² inutile

Couche de roulement en béton bitumineux de 5cm d'épaisseur, granularité 0/6

Les zones de parking sont délimitées par des bordures.

B3 - Trottoirs

Les trottoirs sont constitués ;

1. d'une couche de fondation d'une épaisseur de 25 cm minimum constituée par un grave naturelle 0/31.5 0/20 dans le cas de matériaux impropres au compactage
2. d'un revêtement

- en asphalte : couche de base constituée par un béton 10cm d'épaisseur minimum dosé à 200kg + pose sur un papier kraft d'une chape d'asphalte neuf d'origine naturelle de 2cm d'épaisseur
- en enrobé : Fourniture et mise en œuvre d'un béton bitumineux de 0/6 sur 5cm y compris la couche d'accrochage

Tout autre revêtement des trottoirs et parties piétonne que l'asphalte ou l'enrobé devra être agréé par les services techniques de la Ville de BESANCON. Dans le cas où la configuration géométrique et en particulier le profil en long l'impose, les trottoirs sont systématiquement en asphalte ou en enrobés.

La pose de bordures T3 haute en béton (saillie 17cm), T3 basses (ressaut maximum de 2cm) au droit des entrées charretières. Les rampants sont constitués par des éléments mixtes de liaison T3-T3 basse de 2 m de longueur. Les courbes sont du type T3 en éléments concaves ou convexes ou en élément de 50cm jusqu'à 15m de rayon.

Dans le cas d'aménagement type zone 30 ou zone de rencontre la séparation entre chaussée et partie piétonne pourra être matérialisée autrement que par des bordures de type T3

Dans les carrefours doivent être aménagés des passages pour Personnes à Mobilités Réduites (PMR) de 1.20m de largeur et de 2cm de saillie

C- Les accès riverains

L'accès est un droit de riveraineté, soumis à permission de voirie s'il affecte le domaine public routier. Les dispositions et dimensions des ouvrages destinés à établir la communication entre la route et les propriétés riveraines doivent toujours être établis de manière à ne pas déformer le profil normal de la route et ne pas gêner l'écoulement des eaux. L'accès doit être revêtu ou stabilisé sur une longueur suffisante pour éviter la détérioration de la chaussée et être conforme aux normes en vigueur.

Les entrées charretières sont conformes au règlement de Voirie, article 39. Hors règlement particulier de zone :

- la largeur d'une entrée charretière à l'alignement est de 4m maximum pour les maisons individuelles et de 6m maximum dans les autres cas.
- la matérialisation des limites privatives en bordure du domaine public s'effectue avec des bordures béton.

D – Les Réseaux

L'installation des réseaux doit être réalisée en conformité avec les prescriptions techniques des services concessionnaires ou de la ville de BESANCON. Les caractéristiques ci-après définies pourront être modifiées après accord entre l'aménageur, le service concessionnaire du réseau concerné et la ville de BESANCON.

Aucun réseau ne doit être positionné à moins de 2m des arbres.

D1 – EAU

Application du règlement du service de distribution d'eau potable de la Ville de BESANCON en vigueur au moment de l'intégration.

Toute construction doit être alimentée en eau potable par branchement au réseau public.

D2 – ASSAINISSEMENT

Application du règlement du service assainissement de la Ville de BESANCON en vigueur au moment de l'intégration.

Dispositif conforme à la carte du zonage d'assainissement établie en application de l'Article L 2224-10 du CGCT

D3– ECLAIRAGE PUBLIC

Application du règlement du service Eclairage Public de la Ville de BESANCON en vigueur au moment de l'intégration.

Les travaux seront exécutés suivant les règles de l'art et devront respecter le règlement de voirie. Le choix et la localisation des lampadaires (candélabres, lanternes, et appareillages, génie civil) sont effectués en accord avec le service Eclairage Public de la ville de BESANCON

D31 L'installation d'éclairage extérieur devra répondre aux exigences de la norme EN 13201. D'un niveau d'éclairement moyen de 10 à 15 lux, l'installation devra présenter un coefficient d'uniformité minimum de 0.4. De plus le ratio Mégawattheures consommés annuellement par le nombre de km éclairés devra être inférieur à 15.

D32 L'ensemble de l'installation électrique devra répondre à la norme NF C 17 200. Celle ci comprendra systématiquement un câble de terre en cuivre nu de 25 mm² de section déroulé en fond de fouille et raccordé à chaque mât. Les câbles d'alimentation seront au minimum du 5 G 16² sous gaine TPC diamètre 63 ou 90 selon les cas. Ces gaines seront posées à 0.60m sous trottoirs et 0.80m sous chaussée. Un grillage avertisseur de couleur rouge posé à mi-hauteur entre la gaine et le sol fini complètera le dispositif.

D33 Les mâts proposés pourront être en acier, en fonte ou en bois. Il répondront à la norme EN 40. En tout état de cause il devront avoir la possibilité de recevoir un coffret de raccordement de classe II avec un disjoncteur DPN phase, neutre pour les lanternes de classe II et d'un disjoncteur DPN phase, neutre avec bloc différentiel 30 mA pour les lanternes de classe I.

D34 Les lanternes devront répondre aux critères imposés par la fiche RES-EC-04 dans le cadre des certificats d'économies d'énergie (ensemble optique fermé d'un indice de protection minimum de 55, Optique conçue pour une lampe tubulaire claire, efficacité lumineuse de l'ensemble lampe + auxiliaire d'alimentation supérieur ou égal à 80 lumens par watt, valeur du pourcentage de flux de lampe sortant du luminaire installé directement dirigé vers l'hémisphère supérieur du luminaire –ULOR-3 % en éclairage fonctionnel et 20 % en éclairage d'ambiance)

D35 Un certificat de conformité émanant d'un organisme agréé (SOCOTEC, APAVE, VERITAS, ROCH, etc.) devra être fourni à la réception. Dans le cas où des travaux complémentaires seraient nécessaires pour répondre à l'ensemble des prescriptions ci dessus, ils seront à la charge du demandeur. Il en sera de même pour le raccordement sur le réseau public d'éclairage.

D4 – AUTRES RESEAUX

D41 –TRANSPORT ET DISTRIBUTION D'ENERGIE

Les réseaux d'alimentation et de distribution d'énergie (gaz, électricité,...) doivent être réalisés en souterrain selon les règles en vigueur.

D42 – RESEAUX DE COMMUNICATIONS

Les réseaux de communication doivent être réalisés en selon les règles en vigueur

Dans le cas où d'autres réseaux que ceux visés ci-dessus devraient être implantés, les règles en vigueur devront être respectées.

E – Autres dispositions d'aménagement

E1 – PLANTATIONS, EQUIPEMENTS LUDIQUES, MOBILIER URBAIN

Pour l'ensemble des espaces verts, équipements ludiques et mobilier urbain susceptibles d'être intégrés dans le domaine public communal, il devra être effectuée une visite préalable du site en présence des maîtres d'ouvrage et maître d'œuvre ou du gestionnaire concerné, pour validation de la conformité de l'ensemble des installations et équipements. La prise en compte de l'espace considéré par la direction des Espaces Verts sera établie sous cette condition de conformité; sauf cas particulier, il ne pourra y avoir de prise en possession partielle des ouvrages.

E11 – PLANTATIONS, ESPACES VERTS

Les prescriptions figurant dans le Fascicule n°35 du Cahier des Clauses techniques Générales des Marchés Publics de Travaux (avril 1999) devront être scrupuleusement respectées, notamment celles concernant les exigences qualitatives et agronomiques des végétaux (2^{ème} partie : travaux neufs).

Ainsi concernant les fosses des arbres d'alignement, elles devront offrir un volume de terre végétale de 9 m³ minimum sur une profondeur de 1,50 m.

Concernant les arbustes en massif, la profondeur de terre devra être de 0,80 m minimum, et de 0,30 m pour les gazons.

Choix des essences végétales (arbres, arbustes), densité, taille à faire valider par la Direction des Espaces Verts;

Sauf cas particulier à convenir avec les services techniques municipaux, les espaces verts seront délimités par une bordure (béton de type P1, mais P2 exclu, métallique ou en bois traité en autoclave de classe IV, éventuellement en plastique recyclé).

Paillage biodégradable dans massifs d'arbustes recommandé, validation préalable de la Direction des Espaces Verts.

En cas de rétrocession dans le DP, remise d'un plan de recollement, en 2 exemplaires, échelle 1/200, des plantations effectuées, sur lequel doivent figurer les noms de genre, d'espèces, de variété ou cultivar des végétaux plantés, la densité de plantation (ou la quantité) ainsi que les tailles considérées (arbustes et arbres).

Idem pour la remise d'un plan de recollement des travaux effectués, intégrant les voiries (dont les allées piétonnes), les espaces verts et les équipements (jeux, mobilier urbain ...) = plan masse.

E12 – EQUIPEMENTS LUDIQUES

Les équipements ludiques, ou de loisirs sportifs devront être conformes aux normes en vigueur : Le respect de la norme doit être prouvé par un certificat d'inspection réalisé par un laboratoire officiellement agréé : L'auto certification ne sera pas acceptée.

De même il est demandé la fourniture d'un registre d'entretien et de suivi des équipements ludiques ou de loisirs sportifs, dans lequel ont été consignées les informations suivantes : la périodicité des contrôles et leur date, les interventions effectuées et par quel organisme.

Ce registre sera complété par la remise du dossier de sécurité de l'aire de jeux, qui devra comprendre pour chaque jeu les informations suivantes :

- le certificat de conformité,
- la fiche technique,
- la notice et les plans de montage,
- le manuel d'entretien,
- un plan général de l'aire de jeux à une échelle adaptée (1/200 indicatif).

Le sol amortissant proposé devra être conforme aux normes EN 1176 et EN 1177. Il sera joint un certificat de conformité délivré par un laboratoire de test agréé justifiant d'une mesure de H.I.C. (Heat Injury Criterion).

E13 – MOBILIER URBAIN

Le mobilier urbain devra être conforme aux normes en vigueur.

Il est demandé la remise d'une notice technique et descriptive du mobilier urbain disposé, comprenant :

- le nom et la description du mobilier, ainsi que le nom et l'adresse du fabricant,
- les vues en éclaté de l'équipement et la liste des pièces détachées correspondantes,
- la nature des matériaux avec leurs caractéristiques principales, le coloris (RAL à préciser) et la notice d'entretien.

E2– ORGANISATION POUR LA COLLECTE DES ORDURES MENAGERES

Application du règlement du service Public d'Elimination des Déchets (C.AD.05.337 et le fascicule référence)

Article 47 - Dispositions financières

47-1 Définition du prix de base/frais généraux

Lorsque la Ville se substitue au maître d'ouvrage - conformément aux articles 14, 19 et 21 du présent règlement ainsi que dans les cas d'intervention d'office ou après mise en demeure ci-dessus ; celui-ci s'acquitte des frais engagés et de tous les travaux à sa charge :

- 1 - Soit en réglant les factures que lui adressent les entreprises titulaires de marchés passés par la Ville (ces factures étant certifiées par le service gestionnaire de la voirie).

Les frais généraux et de contrôle définis ci-dessous font l'objet d'une facture sans TVA établie par le service gestionnaire de la voirie qui est jointe à la facture ou aux factures certifiées "entreprise".

- 2 - Soit par versement à la Ville des sommes indiquées dans l'avis de paiement qui est adressé au maître d'ouvrage et auquel seront jointes les pièces justificatives.

Le montant des travaux facturés est déterminé à partir des marchés passés par la Ville. Dans le cas de travaux non prévus aux marchés, il est tenu compte des frais réellement engagés par le service gestionnaire de la voirie.

Une majoration est appliquée pour couvrir les frais généraux et de contrôles, le montant Hors Taxes des travaux définis ci-dessus est majoré, par chantier, de :

- 20 % du montant des travaux HT pour la tranche de travaux inférieure à 2 300 €
- 15 % du montant des travaux HT pour la tranche de travaux comprise entre 2 300 € et 7 600 €
- 10 % du montant des travaux HT pour la tranche de travaux supérieure à 7 600 €.

47.2 - Tarification forfaitaire d'une intervention

Lorsque la Ville se substitue au maître d'ouvrage ou à l'exécutant dans les cas prévus à l'article 28, l'intervention leur est facturée en appliquant le tarif forfaitaire correspondant fixé par délibération annuelle du Conseil Municipal.

47.3 - Tarification des frais relatifs aux plans de récolement

Si l'intervenant ne réalise pas par lui même les levés en vue des plans de récolement (cf. article 22.1), la Direction Plan et Informations Géographiques peut se substituer à lui, soit en régie ou par l'intermédiaire de son prestataire dans le cadre du marché de levés de plans au 1/200^{ème} en cours, avec mise en recouvrement des frais aux tarifs dudit marché (cf. article 22.2), soit dans le cadre d'un contrat de service la liant avec cet exécutant.

47.4 - Tarification des permissions de voirie et de stationnement

Les tarifs des redevances d'occupation du domaine public sont fixés par délibération annuelle du Conseil Municipal en conformité des réglementations en vigueur.

47.5 - Recouvrement des frais

Les sommes dues à la commune sont recouvrées par les soins du Trésorier Principal du Grand Besançon.

Article 48 - Responsabilité

La responsabilité de la Ville de Besançon ne pourra en aucune façon et pour quelque motif que ce soit être recherchée au regard des travaux accomplis et exécutés sous la direction du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage assume seul, sauf dans les cas prévus à l'article 47-1, tant envers la Ville de Besançon qu'envers les tiers et usagers, la responsabilité pour tous dommages, accidents, dégâts ou préjudices quels qu'ils soient résultant directement ou indirectement des travaux qu'il a réalisés ou fait réaliser par un mandataire. Il garantit la Ville de toute condamnation qui pourrait être prononcée contre elle de ce chef.

Le maître d'ouvrage reste responsable de ses travaux jusqu'au constat d'achèvement définitif de ses travaux.

Article 49 - Entrée en vigueur

Les dispositions du présent règlement sont applicables à partir du 1^{er} janvier 2010.

Article 50 - Application du règlement

Le Directeur Général des Services de la Ville de Besançon est chargé de l'application du présent règlement qui sera publié et affiché conformément à la loi.

Pour ampliation,
Pour le Maire



Hôtel de Ville, le 28 décembre 2009
Le Maire,
Jean-Louis FOUSSERET.